



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

27 mars 2023

N° 303

Prix: 25 gourdes

EDITORIAL

NOUS BATTRE POUR NOS REVENDICATIONS, LA SEULE ISSUE !



La situation des classes populaires ne fait qu'empirer dans l'indifférence des dirigeants politiques et économiques. La misère ravage les familles pauvres, voire celles de la classe dite moyenne, en raison de l'inflation qui atteint des taux record de 50%. À cette crise économique s'ajoute la terreur des gangs qui aggrave chaque jour les conditions de vie des classes populaires. Seules les luttes des masses populaires peuvent freiner la catastrophe humanitaire qui se profile.

D'après certaines estimations, environ 5 millions d'Haïtiens sont touchés par l'insécurité alimentaire. En clair, ils crèvent de faim et c'est la situation de l'écrasante majorité des populations urbaines et rurales. Et ce ne sont pas que les couches traditionnellement les plus vulnérables qui sont touchées.

La classe moyenne est laminée. Les prix explosent. La gourde dégringole, devient de plus en plus « zòrèy bourik » et le pouvoir d'achat est au niveau le plus bas. Se procurer les produits de première nécessité devient une galère. Des familles rapportent qu'elles passent plusieurs jours, voire des semaines sans mettre « la nourriture sur le feu ». On se débrouille comme on peut, comptant sur les réseaux de solidarité traditionnels qui eux aussi, s'effritent avec la chute drastique du pouvoir d'achat et l'aggravation de la misère. Sur la zone industrielle, pendant la pause, beaucoup de travailleurs ne commandent rien à manger, d'autres se partagent à 4 ou 5 le plat d'une seule personne.

L'armée des chômeurs grossit avec la fermeture de plusieurs entreprises et des licenciements massifs. Depuis le début de l'année 2023, la plupart des régions du pays sont touchées par la sécheresse dont les conséquences sont fatales pour les populations des campagnes, mais aussi des villes qui peinaient déjà à se nourrir. L'eau vient à manquer un peu partout dans le pays en raison de la sécheresse. La faim et les maladies liées à la famine, à la malnutrition tuent autant que les balles des bandits qui livrent une

sale guerre à une population déjà assommée et à genoux. D'où les revendications suivantes, sur la base desquelles les classes laborieuses peuvent se mobiliser pour forcer l'État à les satisfaire :

- Ajuster le salaire minimum en fonction du coût de la vie ;
- Continuer le versement aux travailleurs de la subvention d'accompagnement social ;
- Interdire les licenciements et répartir le travail entre tous, avec le même salaire ;
- Supprimer toutes les taxes prélevées, représentant environ 20% du salaire ;
- Verser des allocations aux familles vivant dans des conditions précaires ;
- Revenir aux magasins d'État où les produits de consommation courante seraient à des prix abordables ;
- Baisser de moitié les prix des produits de première nécessité ;
- Réduire les prix des loyers ;
- Rendre les impôts progressifs pour les classes riches ;
- Former dans les quartiers des brigades de vigilance et des comités d'auto-défense.

Mais avec les valets des classes riches au pouvoir, elles-mêmes domestiquées par les ambassades occidentales, la satisfaction de ces revendications dépendra de la mobilisation des classes laborieuses, des pauvres des villes et des campagnes. Seule cette mobilisation pourra forcer les dirigeants politiques et économiques à mettre les ressources de l'État et les richesses des entreprises privées au service des travailleurs et des masses défavorisées en général. ■

SOMMAIRE

Editorial

- ⇒ Page 1
 - Nous battre avec nos revendications, la seule issue !

Leur société

- ⇒ Page 2
 - Face à l'offensive des gangs : de bons signaux d'auto-défense collective
 - Marche des lycéens : le communiqué de la honte du ministère
 - Faire reculer les classes riches et leurs larbins !

Dans les entreprises

- ⇒ Page 3
 - Kèk mezi ki dwe pran an ijans pou klas travayè a
 - Echelle mobile des salaires !
 - ONA, vache à lait des riches
 - Premium Apparel : Les ouvriers ont eu le dessus
- ⇒ Page 4
 - Faire du geste du patron un droit
 - Echos des entreprises

Dans l'international

- ⇒ Page 4
 - La motion de censure des travailleurs, c'est la grève !

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

FACE À L'OFFENSIVE DES GANGS : DE BONNS SIGNAUX D'AUTO-DÉFENSE COLLECTIVE

Alors que les gangs continuent de semer la terreur au sein de la population, on constate, de manière isolée, des actes de résistance qui s'opposent victorieusement au diktat des bandes armées. C'est la voie qui s'impose.

Le bilan de l'insécurité, au 15 mars 2023, fait état de 531 morts, de 300 blessés et de 277 cas d'enlèvement selon les sources de l'ONU. Connaissant la difficulté d'accès aux lieux des faits et l'impossibilité à dénombrer les victimes non déclarées ou atteintes de balles perdues, on peut supposer, sans se tromper, que ces chiffres sont sous-évalués.

Deux chefs de gangs occupent les esprits ces temps-ci : Vitelhomme et Ti Makak qui opèrent dans l'Est de Port-au-Prince. Les quartiers de Marlique, Diègue, Soisson, Berthé, Fort-Jacques, d'un côté, et de l'autre côté, Laboule, Thomassin, subissent les assauts répétés de ces bandes armées. Fusillades, incendies de maisons et de voitures font fuir massivement les riverains de ces zones. Les caïds de Vitelhomme ont fait une douzaine de morts dans la seule matinée du lundi 20 mars sur la route de Frères. Les autres gangs ne

chôment pas et continuent avec les kidnappings en série qui deviennent de plus en plus fréquents dans la zone métropolitaine. C'est une véritable razzia qui augmente la psychose de peur qui habitait déjà la population. La capitale devient de plus en plus une prison à ciel ouvert et aussi un vaste cimetière.

Plus d'illusions sur les forces de l'ordre dont les membres tombent également comme des mouches : 18 policiers en l'espace de trois mois. Les USA et le Canada, sollicités par le pouvoir en place, ont mis fin à leur mise en scène d'intervention militaire après quelques promenades en avion et en bateau.

Il devient évident que seule la population détient le pouvoir de stopper l'offensive des gangs qui échappent au contrôle de ceux qui les ont créés et entretenus.

Dans l'après-midi du dimanche 19 mars 2023, Moulin Sable, dans la commune de Pétion-ville, a été le théâtre d'un acte d'auto-

défense populaire. Trois bandits, appartenant à un groupe de malfrats qui ont semé la pagaille dans la zone, ont été exécutés par des membres de la population.

Dans la commune de Liancourt, quelques jours plus tôt, neuf bandits ont succombé à leurs blessures suite à leurs affrontements avec les habitants de la zone qui ont utilisé les moyens du bord : bouts de ferraille, pierres, machettes, etc.

Devant des centaines de milliers de personnes déterminées à se battre, ces quelques centaines de malfrats ne pourront résister. Les gangs donnent l'impression d'être tout-puissants en raison de la passivité de la population. En fuyant les bandits, les masses populaires n'ont aucune chance de les vaincre. Organiser la riposte contre les gangs armés, c'est revendiquer nos droits à la vie. Ensemble les masses populaires des différents quartiers de la capitale et des villes de province peuvent faire échec à ces cannibales. ■

MARCHE DES LYCÉENS : LE COMMUNIQUÉ DE LA HONTE DU MINISTÈRE

Lundi 13 mars, un groupe de lycéens du Lycée Alexandre Pétion a organisé une marche pour exprimer leur frustration par rapport au climat de guerre entre les gangs qui entraîne la fermeture de leur école. Mais le ministère a répondu à la marche de ces écoliers par un communiqué odieux.

Le dernier affrontement armé qui a secoué plusieurs quartiers dont Bel-Air, avait forcé l'arrêt des cours au lycée et dans les établissements scolaires avoisinants, comme le Petit Séminaire Collège Saint-Martial. Après plusieurs jours passés chez eux, dans l'angoisse de perdre l'année scolaire, les élèves ont décidé d'organiser une marche pour demander au ministère de leur trouver un espace approprié où ils puissent continuer à suivre les cours.

Le rassemblement a eu lieu à 8h00 au Champ de mars où quelques dizaines d'élèves vêtus de leurs uniformes et pancartes en main sont partis vers d'autres lycées pour recueillir leur solidarité. Ils sont allés au Lycée Toussaint, ensuite ils se sont adressés aux élèves du Lycée Fritz Pierre-Louis, eux-mêmes en deuil car une élève de

NS4 a été brûlée vive à Bel-Air suite à la guerre des gangs. Ensuite, le cortège s'est engagé dans la rue Capois en direction de l'avenue Jean-Paul II où se trouvent les lycées Cent-cinquantaire (Lycée des Jeunes filles) et Marie-Jeanne.

Si les responsables du Lycée Cent-cinquantaire les ont accueillis avec sympathie, la directrice s'étant montrée choquée d'apprendre leur situation, au Lycée Marie-Jeanne ils ont dû faire face à la violence des policiers. Après quelques tentatives pour expliquer aux policiers leurs revendications, ces derniers ont tiré en l'air pour disperser les élèves qui étaient massés dans la rue, ce qui a mis fin à la marche.

Quelques heures plus tard, le ministère a publié un communiqué où il faisait passer ces



lycéens pour des « individus malhonnêtes qui ont troublé le fonctionnement des écoles ». Il est clair que ces autorités sont criminelles et méritent le même sort que les gangs qui terrorisent la population. ■

FAIRE RECULER LES CLASSES RICHES ET LEURS LARBINS !

La classe ouvrière vit sans doute une période triste de son histoire. Les mauvaises conditions de travail, les bas salaires, les licenciements qui ont toujours jalonné son existence ont pris des proportions gigantesques depuis l'avènement de la violence barbare des gangs armés au premier plan des luttes politiques. Mais aussi sombre et désespérée que la situation paraisse, seules les luttes conscientes des travailleurs peuvent la changer car elles seules ont intérêt à le faire, à l'image des longues luttes de la classe ouvrière à l'échelle internationale pour l'obtention de la journée de travail de 8 heures.

Des cohortes de travailleurs continuent chaque jour de partir au chômage. Froids et cyniques, les patrons multiplient les plans de licenciements, les réductions d'effectifs, quand ils ne ferment pas tout simplement les portes de leurs entreprises. C'est le cas au cours de ce mois de mars de Charles Henry Backer et d'André Apaid Junior, deux gros bras de la sous-traitance, qui ont mis fin aux activités de plusieurs centaines d'ouvriers. Privés de leur gagne-pain, ces travailleurs vont grossir les rangs des millions de chômeurs dans les bidonvilles.

Pour ceux qui continuent péniblement de travailler 3 ou 4 jours par semaine, ils recevront à peine comme salaire net journalier 3,5 dollars us en valeur réelle,

contre les 5,2 dollars qu'ils percevaient un an plus tôt. Compte tenu de l'inflation dont le niveau frôle les 50%, ce salaire dans bien des cas n'est même pas suffisant pour payer le transport aller-retour d'une journée de travail. À tout cela, il faut ajouter les quotas de travail élevés, les jours de suspensions, les remontrances des sous-fifres des patrons, les mauvaises conditions d'hygiène des toilettes dans les usines.

La presse et les réseaux sociaux locaux ne cessent de donner écho à cette tragédie. Des organisations non gouvernementales y vont de leurs statistiques pour mettre en lumière la détérioration des conditions de vie des plus pauvres dans le pays. Mais, expression d'une lutte de classe sans merci, cela risque de perdurer tant que la classe ouvrière et les

masses populaires ne se donnent pas les moyens de changer le rapport de force en leur faveur.

Sans la mobilisation consciente de la classe ouvrière et des masses exploitées, les classes riches continueront de peser de tout leur poids pour faire payer aux plus pauvres les crises qu'elles ont elles-mêmes créées, par des licenciements massifs, par les bas-salaires, la cherté de la vie et l'augmentation des prix des produits pétroliers etc. Les gangs se montreront encore plus criminels.

Ce n'est pas en restant les bras croisés que les esclaves ont recouvré leur liberté, que la classe ouvrière a obtenu la journée de travail de 8 heures. Tous ceux qui se revendiquent des luttes de la classe ouvrière savent qu'ils n'obtiendront rien des classes dominantes sans se mettre en lutte. ■

PAWÒL TRAVAYÈ

Kèk mezi ki dwe pran an ijans pou klas travayè a

Pou lane 2023 a, anpil ouvriye te gentan fè bidjè sou lajan kenzèn 14 jou travay la, pou jere kèk bezwen yo genyen tankou: manje pou fanmi an, peye lekòl pitit yo, lwaye kay, peye sòl, elatriye. Men patwon yo chwazi voye yon dividal ouvriye lakay yo pou 15 jou, pou 1 mwa, san yon goud. Gen patwon menm ki deside koupe mwatye salè ouvriye yo. Kidonk, bidjè tout ouvriye yo tonbe nan dlo.

Memm lè ouvriye yo tap touche 14 jou travay, se nan redi yo te rive peye machann manje, peye ponyadè, sòl elatriye. Kidonk travay 8 jou nan yon kenzèn vin mete absè sou klou. Chomaj la menm, se lanmò apertif. Nan lè pòz pifò ouvriye pa soti manje. Sa ki soti yo, se ak kèk grenn marinad, yon ti bonbon sèl, yo kenbe kè yo pou jounen an. Se pa nòmal ! Se klas travayè a kap pwodwi richès pou ogmante pwofi patwon yo, epi lè gen kriz, patwon yo voye yo al mouri grangou lakay yo san yon goud. Oubyen, ba yo yon salè kwachòkò ki pa ka regle yon pwèlyèm nan bezwen yo. Klas travayè a pa manje pwa li pa dwe bay lapire.

Pandan peryòd kriz la, men kèk mezi an ijans ki pou pran :

- Depi patwon yo chwazi fèmen pòt izin yo, yo dwe kale tout travayè lajan dedomajman yo san pèdi tan, san fè yo monte desann nan izin nan.
- Si patwon yo pa chwazi fèmen pòt izin yo, yap aplike depa volontè. Sa vle di patwon yo dwe bay tout moun ki vle ale lajan dedomajman an san manke yon penich.
- Si izin yo manke travay, lè nou travay 7 oubyen 8 jou, patwon an dwe peye nou lajan 14 jou kenzèn nou, nan menmjan ak anplwaye yo.
- Se pou Leta ak patwon yo kontinyè vèsè kòb akonpayman sosyal la chak mwa.
- Ajisteman salè minimòm nan an fonksyon wotè kou lavi a, se yon gwo ijans tou.
- Salè minimòm nan dwe fikse an dola oubyen otodijou menm jan ak pri tout pwodui sou mache a.

Jan nou tout nou konnen deja, se nan kanpe goumen nou ka rive jwenn satsifaksyon nan revandikasyon nou yo.

Bouch an bouch yonn di lòt

OTR-UCI, Jedi 23 mas 2023

An nou konte sou fòs nou !

ECHELLE MOBILE DES SALAIRES !

L'échelle mobile des salaires consiste à ajuster les salaires en fonction de l'augmentation des prix, afin de conserver le pouvoir d'achat des salariés face à l'inflation.

Rien que par les mécanismes de la décote de la gourde par rapport au dollar, les patrons maintiennent en valeur réelle le salaire des travailleurs entre 3 et 4 dollars depuis plus de 36 ans, même si sa valeur nominale est passée de 15 à 685 gourdes. Et s'il fallait tenir compte de l'augmentation générale des prix, sa valeur réelle frôlerait les deux dollars aujourd'hui.

Par exemple, en février 2022, au terme de trois semaines de manifestations, les ouvriers ont arraché un ajustement du salaire minimum de 37%, ce qui a porté le salaire à 685 gourdes. À ce moment-là, à raison de 110 gourdes pour un dollar, la valeur réelle du salaire minimum était de 6,22 dollars. Aujourd'hui, à raison de 165 gourdes pour un dollar, le salaire minimum ne vaut que 4,15 dollars. Après les prélèvements obligatoires, ONA, OFATMA, IRI, CFDQ, CAS, qui représentent près de 20% du salaire, il ne reste que 3,35 dollars en valeur réelle nette par jour.

L'économie haïtienne fonctionne depuis longtemps en dollars. Dans les grands

magasins, les grandes entreprises, tout est négocié en dollars, puis adapté dans le milieu en gourdes « au taux du jour », sauf pour les salaires des travailleurs.

Si l'échelle mobile était en application, le salaire de 685 gourdes qui équivalait en février 2022 à 6,22 dollars (1 dollar = 110 gourdes), serait aujourd'hui en 2023 payé 1026 gourdes au taux de 1 dollar = 165 gourdes. Autant dire que tout ajustement de salaire devrait avoir pour base de départ 1026 gourdes.

Le secteur de la sous-traitance est dirigé

vers l'extérieur. Tous les contrats se font en dollar. Les patrons payent leurs travailleurs en gourdes, point n'est besoin d'avoir fait de grosses études pour voir le vol.

Depuis quelque temps, « index mobile des salaires » ou « au taux du jour » est introduit comme revendication dans les manifestations des ouvriers pour l'ajustement du salaire minimum dans le secteur de la sous-traitance. Espérons que les travailleurs la mettront en avant avec plus d'insistance pour forcer les patrons à en tenir compte dans la façon de calculer leur salaire. ■

ONA, VACHE À LAIT DES RICHES

L'ONA (Office National d'Assurance et de Vieillesse) est l'institution qui gère l'argent pour assurer la retraite des travailleurs. Il existe des programmes de prêts hypothécaires, de prêts d'épargne et sur cotisation.

Ces programmes devraient être destinés aux travailleurs qui sont les cotisants, mais ceux qui en profitent, ce sont les gros bonnets de la caste politique comme Boulos, Apaid, certains sénateurs et consorts. Pour les travailleurs, ils doivent trimer pour avoir une pitance à l'ONA.

En période de crise, l'argent des cotisants devrait venir en aide aux travailleurs sous plusieurs formes. ■

PREMIUM APPAREL : LES OUVRIERS ONT EU LE DESSUS

Ce jeudi 9 mars 2023, comme à l'accoutumée, la direction a attendu l'heure de la sortie, 4 heures PM, pour annoncer qu'il n'y aura pas de travail le lendemain pour la moitié des ouvriers, à cause de la panne de l'un des deux compresseurs de l'usine. Dans la soirée, les ouvriers ont fustigé la décision de la direction sur leur groupe Whatsapp et sont convenus de se pointer à l'usine pour forcer le patron à leur payer cette journée de travail.

Vendredi 10 mars en effet, une cinquantaine d'entre eux ont pu pénétrer à l'intérieur de l'usine. Avec la solidarité de leurs camarades, ils ont commencé à manifester leur réprobation. Nous n'acceptons plus de mourir de faim, alors que pendant de nombreuses années, le fruit de notre travail a engraisé le patron et ses

acolytes et continue d'augmenter leur richesse. Nous réclamons le paiement de la journée de travail, scandaient les ouvriers en colère.

Après maintes tergiversations et fanfaronnades, la direction a convoqué une réunion pour dénouer la crise, mais seulement avec ses sous-fifres dissimulés sous le label « syndicats ». À cela quelques protestataires ont rétorqué, « nous ne reconnaissons à personne le droit de discuter de nos revendications, nous pouvons le faire nous-mêmes ».

Pendant près de deux heures, les ouvriers grévistes se sont défendus bec et ongles pour déjouer les arguments de la direction qui cherchait à les rouler dans la farine. Contrée de toutes parts, elle a fini par céder en acceptant de leur donner satisfaction.

Mercredi 22 mars, au moment de la

paye, un membre de la direction, pensant que la mobilisation des ouvriers était retombée, a déclaré que la décision de payer la journée du vendredi 10 mars à la cinquantaine d'ouvriers n'était pas entérinée par le patron. Mais la réaction des travailleurs a été soudaine et soutenue. Il s'en est suivi une autre journée de mobilisation.

Des agents du ministère des Affaires Sociales venus en renfort du patron, ont été pris à partie. Des vidéos filmant la mobilisation des ouvriers ont été supprimées de leur téléphone. C'est à coups de pieds qu'ils sont partis de l'usine, la queue entre les jambes.

Déjouant les pièges des syndicats, en étant acteurs de leurs propres luttes par le recours à la grève, ce groupe de travailleurs ont trouvé la recette pour faire reculer le patron et ses larbins. ■

FAIRE DU GESTE DU PATRON UN DROIT

Au début du mois de mars 2023, les ouvriers de l'usine Anglonatan communément appelée « El Criollito » ont arraché un ajustement de 15% sur leur salaire, après avoir observé un arrêt de travail de plusieurs jours.

Il y a juste un an, en janvier 2022, le patron avait ajusté de 15% le salaire minimum des ouvriers. Ce geste, il l'a fait pour éviter tout mouvement de mécontentement des ouvriers contre les bas salaires qu'il appliquait dans son usine. Après les trois semaines de manifestations des ouvriers des usines du secteur de la sous-traitance pour l'augmentation du salaire minimum, le gouvernement d'Ariel Henry a été forcé d'ajuster le salaire de 37%. Toutes les autres entreprises et les

ménages ont eu droit à cet ajustement. Par la suite, le patron a été obligé d'aligner les salaires de ses ouvriers sur la nouvelle grille salariale de l'État. De 425 gourdes, le salaire était donc passé à 575 gourdes.

Cette année, alors que les conditions de vie des travailleurs se sont dégradées, le patron a gardé le silence jusqu'au début du mois de mars. Se rappelant ce qui s'était passé l'année dernière, tous les ouvriers lui ont demandé de faire la même chose, c'est-à-dire d'augmenter tous les salaires au moins de 15%,

en attendant l'ajustement de l'État. Le patron a refusé, arguant qu'il lui était difficile de faire le même geste.

De ce qui était un geste, les travailleurs ont fait un droit en se mettant en grève pour l'obtenir. Au bout de deux semaines environ, le patron a reculé en répondant positivement à leurs revendications.

Les patrons ne font jamais de cadeau. Les travailleurs ont toujours ce que leur lutte permet d'obtenir. ■

ECHOS DES ENTREPRISES

SISA: Pas de taxes ni de prélèvements sur les salaires de 8 jours !

Récemment, le patron vient de prendre la décision de nous faire travailler 8 jours contre les 12 que nous faisons en temps normal. Malgré cela, il continue à prélever sur le salaire des huit jours les

taxes et les prélèvements tels que : ONA, OFATMA, IRI etc. Le jour de la paie, les reliquats que nous recevons ne peuvent même pas acquitter nos dettes de nourriture à l'usine.

Réclamons notre salaire de 14 jours !

À l'usine, il y a deux catégories de

travailleurs, les cadres, qui ont un salaire mensuel, quel que soit le nombre de jours qu'ils travaillent et les ouvriers, qui touchent seulement le nombre de jours qu'ils besognent chaque quinzaine. C'est trop de discrimination ! ■

DANS L'INTERNATIONAL

C'est finalement par le truchement de l'article 49.3 de la constitution française que Macron a fait passer sa réforme des retraites qui allonge l'âge de départ à la retraite des travailleurs de 62 à 64 ans. Une loi scélérate dénoncée par des millions de travailleurs français depuis plusieurs mois dans les rues.

Nous publions ci-après l'éditorial des bulletins d'entreprise diffusé par nos camarades de Lutte Ouvrière le 20 mars 2023

LA MOTION DE CENSURE DES TRAVAILLEURS, C'EST LA GRÈVE !

Jeudi dernier, le gouvernement a dégainé l'article 49.3 pour reculer l'âge de la retraite à 64 ans. Sans état d'âme, Macron a piétiné les millions de travailleurs qui s'y opposent depuis plus de deux mois. Alors oui, il y a de quoi être en colère !

Et il y a aussi de quoi être conforté dans notre volonté de nous exprimer et de nous battre. Car le recours au 49.3 est un aveu de faiblesse de la part de Macron. Il a été contraint de passer en force, parce que, malgré ses petits marchandages avec la droite, il n'a pas trouvé de majorité pour voter sa loi.

C'est un premier résultat des grèves et des manifestations. Les députés de droite qui manquaient à l'appel pour faire passer la loi n'ont pas été frappés par la grâce. Ils ont senti le souffle des manifestations qui se succèdent depuis plus de deux mois dans leur circonscription. Eh bien, il faut continuer en utilisant les armes des travailleurs : la grève et les manifestations !

La loi est adoptée, mais il dépend de nous, travailleuses et travailleurs, qu'elle ne soit jamais appliquée. Et au-delà de ce qui serait un premier revers pour Macron, ce serait, pour nous tous, un encouragement pour nous battre sur les salaires, les conditions de travail et contre tous les sacrifices que le gouvernement et le grand

patronat nous ont imposés ces dernières années.

Car cette attaque des retraites en cache bien d'autres, tout aussi graves. Si les manifestations ont été aussi massives, c'est que la coupe est pleine. Elle l'est pour les jeunes confrontés à la précarité. Elle l'est pour les plus âgés, cassés par le travail, et à qui on promet une pension de misère. Elle l'est pour tous les travailleurs confrontés à l'explosion des prix de l'alimentation et de l'énergie.

Ensemble, nous représentons une force qui pèse sur le monde politique, la force de notre nombre. Mais c'est la grève qui lui donne tout son impact. Et lorsque nous trouverons la détermination pour nous y lancer, nous présenterons la note non seulement au gouvernement mais aussi au grand patronat.

Nous nous ferons véritablement craindre et respecter sur toutes nos revendications quand la grève s'étendra aux grandes entreprises privées et que la machine à profits se grippera. Nous inverserons le rapport de force quand le grand patronat sentira que les travailleurs ne sont plus prêts à obéir et à se taire.

Pour l'instant, seuls certains secteurs connaissent des grèves. C'est vrai dans le public à la SNCF, EDF ou dans l'Éducation nationale. Dans le privé, des travailleurs sont en grève dans les raffineries Total ou les incinérateurs qui dépendent de Suez.



Il a été dit que la grève des éboueurs à Paris s'expliquait par le fait que c'étaient des agents publics. C'est un mensonge, car des éboueurs de l'entreprise privée Pizzorno ont aussi été en grève, et c'est le cas d'autres entreprises de ramassage dans les régions. Preuve que le privé peut et doit prendre toute sa place.

Les éboueurs sont mal payés et méprisés, mais ils ont de l'énergie et de la dignité à revendre pour se faire respecter et ils nous montrent l'exemple. Alors, dans le privé comme dans le public, montrons à la petite bande de privilégiés qui a les yeux rivés sur les cours boursiers qu'elle va devoir compter avec des travailleurs qui ont renoué avec la volonté d'agir collectivement !

Partout discutons et organisons-nous pour rejoindre la grève ! Jeudi, retrouvons-nous à plusieurs millions dans la rue ! Ce que le gouvernement fait, les travailleurs peuvent le défaire par la grève ! ■

POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.